

pressant nos partenaires commerciaux d'appuyer les valeurs des Nations Unies.

Les rapports entre nos intérêts économiques et notre souci des droits de la personne sont l'une des questions à aborder au cours du processus d'examen de la politique étrangère et sur laquelle vous serez consultés. Nous étudierons également les liens qui existent entre ces droits et nos objectifs en matière d'aide au développement. À mon avis, l'aide offerte par le Canada en vue de créer un milieu propice au développement durable devrait contribuer à protéger les droits de la personne et à favoriser le bon gouvernement. Là encore, l'apport de la communauté des ONG est de la plus haute importance.

Le défi que nous avons à relever en politique étrangère consiste à aborder les questions internationales d'une façon qui soit compatible avec l'ordre du jour du gouvernement libéral et qui reflète les valeurs des Canadiens. J'espère que ces trois jours de consultations aideront le gouvernement à relever ce défi. En fait, je suis sûre qu'avec votre collaboration, nous y arriverons.